

T2137-416-5,00 F

ISSN 0026-9433

# le monde libertaire

rédaction  
administration  
145, rue Amelot  
75011 paris  
tel: 805 34.08  
ccp publico  
1128915 paris

N° 416 JEUDI 29 OCTOBRE 1981 5,00 F



hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

## LES NATIONALISATIONS

**Jeudi 12 novembre**  
supplément 4 pages :  
**L'ÉNERGIE**

# NE CHANGENT

# RIEN !

### Editorial

**P**OUR nous qui nous battons pour la mise en place d'une nouvelle organisation de la société, il est tentant de faire une critique en forme de bilan des lois nouvelles et autres mesures gouvernementales au fur et à mesure qu'elles sont édictées par le Parti socialiste et ses affinitaires. Ce bilan, nous le faisons en permanence et nous n'avons pas fini de le dresser. Mais contrairement à ce qui se passait quand la droite politique avait le contrôle de l'appareil d'Etat, nous avons maintenant un moyen de mesure : d'une part, il s'agit de mesurer l'écart entre les discours tenus par les socialistes lorsqu'ils étaient dans l'opposition parlementaire, et leurs actes d'aujourd'hui. D'autre part, il s'agit également de comparer leurs actes présents à ceux des anciens tenants du pouvoir.

« Qu'est-ce que cela prouve ? », pourra-t-on vous demander. Plusieurs choses : d'abord que la cohérence et l'efficacité de l'appareil étatique dépend de la cohérence de sa fonction considérée par rapport au fonctionnement de l'ensemble social dont il n'est qu'un organe. Le seul changement structurel que l'on peut produire en se servant de l'Etat comme d'un moyen, est le renforcement et le perfectionnement de ce dernier et de ce qui le suscite : la société de classes. Ce que tous les militants anarchistes ont toujours affirmé et démontré : l'Etat n'est pas une « super-structure », mais bien un élément fondamental de la domination de classes. Quelle que soit l'idéologie des agents qui contribuent à son fonctionnement, tous sont contraints aux mêmes mesures, aux mêmes décisions.

Cela nous éclaire également sur la nature de ce que peut regrouper le mot « idéologie ». Ce ne sont pas les idées qui déterminent nos actes, mais les réalités matérielles et existentielles. Les idées illustrent nos actes et tendent à les justifier, apportant à notre vision du monde un lien de cohérence et un moyen de le transformer; mais dans le même temps, elles peuvent en cacher les motivations sociales, matérielles et individuelles. Ainsi, quand ils étaient dans l'opposition, les gens du PS pouvaient tout à leur aise critiquer la pratique de la droite gouvernementale. Aux actes de celle-ci, ils opposaient des idées, nobles, généreuses, souvent empruntées aux libertaires : il s'agissait de capitaliser au niveau politique le mécontentement, mais aussi les vagues et relents de l'après 68. Les gens de la droite, eux, n'avaient pas d'idées. Ne disait-on pas que de parler d'intellectuel de gauche était un pléonasme ? Pour se justifier, la droite n'avait que le concept : « nécessité ». Ce qu'elle faisait, le renforcement policier de l'Etat, la répression, etc., n'était pas un choix reposant sur un raisonnement éthique, mais une conséquence nécessaire d'un certain état de faits auquel elle devait faire face.

Aujourd'hui, que voyons-nous ? La droite se recycle et sort des « intellectuels » de ses tiroirs (c'est-à-dire des producteurs de discours reconnus comme tels sur le plan social). La gauche fait ce que la droite faisait hier, mais handicapée par ses discours passés, elle doit se livrer à une gymnastique compliquée et qui lui fait perdre de l'énergie pour pas grand-chose : ainsi, les loubards de Lyon sont manipulés par la droite, et les pacifistes sont en réalité des fauteurs de guerre ! On se croirait revenu au plus beau temps des divagations maoïstes...

suite page 8

FOP 2520

## Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

### PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU  
 ALLIER : MOULIN — YEZURE  
 ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL NICE — CANNES.  
 ARDÈCHE : AUBENAS  
 AUDE : NARBONNE  
 B.-D.-R. : MARSEILLE  
 DOUBS : BESANÇON  
 EURE : ÈVREUX  
 GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL  
 GIRONDE : BORDEAUX — CADILLAC  
 HÉRAULT : BÉZIERS  
 ILE-ET-VILAINE : RENNES  
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS  
 LOIRE : SAINT-ETIENNE  
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
 MOSELLE : METZ  
 NORD : LILLE — VALENCIENNES  
 OISE : CREIL — BEAUVAIS  
 ORNE : ARGENTAN  
 HAUTE GARONNE : GROUPE REGION TOULOUSAIN  
 HAUT-RHIN : MULHOUSE  
 RHÔNE : LYON  
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES  
 MANCHE : CHERBOURG  
 LOT-ET-GARONNE : AGEN  
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE — ROUEN  
 SOMME : AMIENS  
 VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » — GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE  
 HAUTE-VIENNE : LIMOGES  
 VIENNE : GROUPE DÉPARTEMENTAL  
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE  
 BELGIQUE  
 SUD-LUXEMBOURG

### RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.  
 BANLIEUE SUD  
 — FRESNES-ANTONY  
 — MASSY-PALASEAU  
 — ORSAY-BURES  
 — RIS-ORANGIS  
 — VILLEJUIF  
 BANLIEUE EST  
 — GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES  
 — MONTREUIL, ROSNY  
 — BOBIGNY-DRANCY  
 BANLIEUE OUEST  
 — NANTERRE — LA DÉFENSE  
 — HOUILLES-SARTROUVILLE  
 BANLIEUE NORD  
 — VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN  
 — DOMONT  
 — ARGENTEUIL, COLOMBES  
 — SEVRAN, BONDY  
 — DEUIL-MONTMAGNY  
 LIAISONS PROFESSIONNELLES  
 — LIAISON DES POSTIERS  
 — LIAISON DES CHEMINOTS  
 — CERCLE INTER-BANQUES  
 — LIAISON ORTF  
 — LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

### LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hénin-Beaumont, Avesnois, Saint-Quentin  
 EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Dijon, Jura.  
 ILE-DE-FRANCE : Meulan, Melun-Sénart, Nord Seine-et-Marne, Maule, Rambouillet, Versailles.  
 OUEST : Brest, Bégard, Concarneau, Saint-Malo, Caen, Pont-Audemer, Laval, Le Mans, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Châtelleraut, Angoulême  
 CENTRE : Blois, Châteauroux, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Clermont-Ferrand  
 SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Toulouse, Montauban.  
 RHÔNE-ALPES : Valence, Isère, Thonon-les-Bains, Chambéry  
 CORSE : Ajaccio.  
 LA REUNION : liaison anarchiste.  
 GUADELOUPE : Basse-Terre.

### PERMANENCES F.A.

Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux.  
 Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.  
 Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.  
 Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.  
 Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région Toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.  
 Groupe l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teller au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.  
 Groupe du 11<sup>e</sup> : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.  
 Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germain c/o BP 7, 80330 Longueueu.  
 Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourne du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.  
 Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).  
 Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15<sup>e</sup>), métro Boucicaut, tous les jeudis de 19 à 20 heures.  
 Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18<sup>e</sup>.  
 Groupe Fresnes-Antony : du mardi au jeudi, de 16 à 19 h, le vendredi de 14 à 19 h, le samedi de 10 à 19 h, le dimanche de 10 à 13 h, 34, rue de Fresnes, à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.  
 Liaison Blois : permanences le jeudi, de 18 à 22 heures, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois — 74.26.02.  
 Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23).80.17.09).  
 Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.  
 Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20<sup>e</sup>. Permanences le 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudi de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.  
 Guingamp : permanences FA tous les premiers samedis du mois, au centre de Persanquen, de 16 à 18 heures, au local de la Libre Pensée.  
 Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 14 à 19 heures.  
 Groupe FA de Limoges : table de vente tous les samedis de 15 à 18 heures, place de la République, à Limoges.  
 Groupe d'Angoulême : le samedi de 14 à 16 h, au 19, rue des Acacias, à Angoulême.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> République) — Tél. : 805.34.08.

### COMMUNIQUÉS

Une liaison libertaire est en formation à Saint-Quentin. Les sympathisants peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Appel aux libertaires des Antilles désireux de contacter la Liaison FA locale pour entreprendre l'organisation de l'anarchisme sur les îles. Si vous êtes intéressés, écrivez aux RI qui transmettront.

Les libertaires du Lot intéressés par la diffusion des idées libertaires peuvent écrire aux RI qui transmettront à la liaison FA du Lot qui reprend ses activités.

Les personnes intéressées par un renouveau des activités libertaires sur Rennes et proche région sont invitées à participer aux permanences FA de Rennes, tous les mardis, à la MJC la Paillette, à partir de 20 h, ou bien à écrire aux relations intérieures qui transmettront.

Une liaison de la FA est en formation à Berck, dans le Pas-de-Calais. Les personnes intéressées peuvent la contacter en écrivant aux RI qui transmettront.

Le groupe de Beauvais informe les lecteurs du ML qu'il tient une permanence les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> samedis du mois de 14 h à 18 h, à la Maison de Quartier Saint-Jean. L'adresse du groupe est : APPA, BP 227, 60009 Beauvais Cédex.

Le groupe Ascaso-Durruti des transports Dubois maintient sa réunion pour le 30 octobre. Rendez-vous habituel. Ordre du jour : conditions de travail des chauffeurs et des manutentionnaires. La présence de tous est indispensable.

L'Agitateur n° 4 édité par le groupe anarchiste d'Aubenas vient de sortir. On peut se le procurer en écrivant à l'adresse suivante : CES, BP 1, 07530 Antraignes. Le numéro 3 F. Abonnement 10 F, CCP 2411 77 X Lyon, ou à Publico : 3 F.

### MARSEILLE

Le groupe libertaire de Marseille organise un débat sur le thème des origines de l'anarchie, le samedi 7 novembre à 14 heures en son local, 3, rue Fontaine de Caylus, dans le Panier.

### Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

\* \*

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Directeur de publication Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n° 55 635  
 Imprimerie « Les marchés de France »  
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup>  
 Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 - Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

### AFFICHES EN VENTE A PUBLICO

#### BANDEAUX

Monde libertaire : Lisez le Monde libertaire  
 F.A. : Radio-Libertaire

0,15 F  
 0,20 F

#### AFFICHES :

Groupe Malatesta : Autogestion 0,70 F  
 Groupe de Toulon : Radios libres 0,50 F  
 Groupe Fresnes-Antony : Autogestion 0,50 F  
 Groupe d'Angers : Abstention révolutionnaire, grève gestionnaire 0,60 F  
 Groupe Sacco-Vanzetti : Le Pouvoir est tranquille 0,60 F  
 Groupe Jacob : Autogestion. Occupez-vous de vos affaires ! 0,50 F  
 Groupe Sacco-Vanzetti : Halte au flicage des enfants 0,50 F  
 Monde libertaire : Lisez le Monde libertaire (dessin) 0,50 F

En vente chaque jeudi + abonnement

Le Monde libertaire chaque jeudi 0,45 F  
 0,40 F  
 Groupe Fresnes-Antony : Les Anarchistes proposent 0,60 F  
 Danger nucléaire 0,60 F  
 Groupe Sacco-Vanzetti : Armée, bureau du peuple 0,60 F  
 Groupe d'Argenteuil : Unité ouvrière 0,60 F  
 Monde libertaire (nouvelle adresse) 1 F  
 Groupe de Marseille : S'abstenir, c'est lutter 0,60 F

Les commandes sont faites le jour-même, sauf rupture de stock. N'oubliez pas les frais de port, 30% de la commande pour les affiches. Pas d'envoi au-dessous de 10 exemplaires. En vente sur place à Publico 2 F l'unité de une à dix affiches par type d'affiche.

#### AUTOCOLLANTS

Groupe d'Evreux : Lisez le Monde libertaire 3 F et 0,40 F  
 Groupe d'Evreux : A.R. : 2 F et 1 F  
 Groupe Berneri : L'armée, ça tue 1,50 F et 1 F  
 Groupe du 11<sup>e</sup> : Voter, c'est abdiquer 1 F et 0,30 F  
 Groupe de Toulon : Action directe 0,50 F et 0,25 F  
 Groupe Jacob : Autogestion 0,10 F et 0,10 F  
 Groupe de Brest : L'armée, bureau du peuple 4 F et 2,50 F  
 Groupe de Brest : Nucléaire 3 F et 2 F  
 Groupe de Montreuil : Que personne ne décide à notre place 1,50 F et 0,50 F  
 Groupe de Montreuil : Egalité des revenus 1 F et 0,40 F  
 Groupe d'Orsay : Lisez le Monde libertaire 0,30 F et 0,15 F  
 Groupe de Tours : (enveloppes) 11 F les 50 et 20 F les 100

Le premier prix indiqué est le prix à l'unité au-dessous de 10 exemplaires. Le second au-dessus de 10 exemplaires.

### RÉGION TOULONNAISE

Le groupe Région toulonnaise organise le samedi 31 octobre à partir de 20 heures à la Salle Art et Culture (quartier Saint-Roch à Toulon), une soirée libertaire avec Richard Martin et La Méthode de Ferré, musique Leda Atomica et Meille chantant Vitton. Stands et buffet. Participation aux frais : 20 francs.

### PARIS

Les prochains cours de formation des groupes Louise Michel et E. Varlin sont :

— le mardi 3 novembre : La société anarchiste, fédéralisme, autogestion et entraide.

A 20 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18<sup>e</sup>, m<sup>o</sup> Blanche.

— le 10 novembre : Historique du mouvement anarchiste.

Au 72, av. Félix Faure, Paris 15<sup>e</sup>, m<sup>o</sup> Boucicaut.

### Sommaire

PAGE 1  
 Editorial  
 PAGE 2  
 Activités des groupes FA  
 PAGE 3  
 En bref  
 Nous sommes en danger d'indifférence  
 C.-A. Bontemps est mort  
 Serge Livrozet à Bondy  
 Grèves en régression  
 PAGE 4  
 Capitalisme privé...  
 Le chômage au secours de la liberté

PAGE 5  
 Parti communiste et pacifisme  
 La lutte contre la course aux armements  
 PAGE 6  
 Informations internationales  
 PAGE 7  
 Livres, spectacle, B.D.  
 PAGE 8  
 Editorial (suite)  
 Les habits neufs du capital

**Abonnez vous !**

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration :
26 n°	95 F	110 F	150 F	145 rue Amelot 75011 Paris
52 n°	180 F	210 F	280 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
 à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom..... Prénom.....  
 N°..... Rue.....  
 Code postal..... Ville.....  
 à partir du N°..... (inclus)..... Pays.....

Abonnement  Reabonnement  Abonnement de soutien

Reglement (à joindre au bulletin):  
 Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.



## POLITIQUE

CAPITALISME PRIVÉ, CAPITALISME D'ÉTAT,  
LES DEUX MAMELLES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

**N**OUS entrons dans les lendemains qui déchantent. Le bon peuple a quelques raisons de s'interroger : que font, que veulent les socialistes ? Se trompent-ils ? Nous trompent-ils ?

Ce qui compte, en la matière, ce ne sont pas les intentions, les qualités ou les défauts des individus, mais la réalité de leur action. La seule question qui nous intéresse concerne le rôle des socialistes (et de leurs alliés momentanés) aux commandes d'un appareil d'Etat destiné, par nature, à gérer les affaires de la bourgeoisie et qui, manifestement, n'a pas changé de fonction depuis le 10 mai.

## Le pompier réformiste

Pour assurer sa domination et perpétuer l'exploitation, la bourgeoisie choisit, toutes les fois qu'elle le peut, le moyen de la démocratie parlementaire. Celle-ci est, à ses yeux, la forme de gestion étatique la plus tranquille, la moins onéreuse et qui lui permet de régler à l'amiable les divergences d'intérêts entre ses composantes. Elle lui donne également la possibilité de mieux contrôler l'appareil d'Etat lui-même, ce qui n'est pas toujours le cas, par exemple avec le fascisme auquel elle ne recourt que si les conditions politiques et économiques l'y obligent.

Enfin, dans la démocratie parlementaire, l'alternance joue un rôle de soupape de sécurité et c'est là, précisément, qu'intervient la social-démocratie. Y a-t-il donc une « erreur réformiste » consistant à vouloir mettre cette alternance à profit pour changer la société par des améliorations successives ? Certains en ont peut-être sincèrement le désir. Mais, à mon sens, il existe surtout une entreprise aussi vieille que le mouvement ouvrier et dont l'objet est de sauvegarder le système en distribuant des promesses et parfois quelques miettes.

Le réformisme, syndical ou politique, a toujours fait office de pompier quand menace ou quand se produit une explosion sociale. Mai 68 n'est pas si loin pour que l'on ait oublié que toutes les centrales syndicales, quel que soit leur discours, n'éurent qu'un unique objectif : mettre fin le plus vite possible aux mouvements de grève. Et, en 1936, il n'y eut pas que Thorez pour proclamer qu'il fallait savoir terminer une grève. Aujourd'hui, en Espagne, nos camarades de la CNT dénoncent quotidiennement la trahison du réformisme.

## Le lourd héritage social-démocrate

*Solidaridad Obrera* du 10 octobre écrit, dans son éditorial : « Un demi-siècle d'expérience politique a prouvé que le socialisme parlementaire est l'anti-chambre du capitalisme bourgeois ». Nous avons pu faire cette expérience ici et elle a été vérifiée dans bien des pays : la social-démocratie au pouvoir n'a jamais conduit une politique sensiblement différente de celle de la droite. Ne pourrait-on ajouter qu'elle s'est acharnée, parfois, à faire admettre par les travailleurs ce que la droite n'aurait peut-être pas pu leur faire accepter ?

En 1914, déjà, reniant leurs engagements, les socialistes fran-

çais, Guesdes et Cachin en tête, les réformistes de la CGT avec Jouhaux, rallièrent la bourgeoisie de l'Union sacrée et leurs compères de Berlin et de Vienne firent de même. Faut-il rappeler l'écrasement de la révolution allemande, en 1919, avec l'aide de la social-démocratie, Blum et la non-intervention en Espagne ?

Au lendemain de la guerre de 39-45, la SFIO s'enfonça jusqu'aux yeux dans la fange des scandales de la IV<sup>e</sup> République, dans le sang des guerres coloniales, en Indochine d'abord, ensuite en Algérie avec Guy Mollet, Lacoste, l'envoi du contingent, la torture, puis le glorieux coup de Suez et pour finir l'appel à de Gaulle en 1958.

En France, en 1948, c'est un ministre socialiste de l'Intérieur, le sinistre Jules Moch qui fit ouvrir le feu, au fusil-mitrailleur et avec les engins blindés, sur les mineurs en grève à Firminy et à Alès. Il y eut plusieurs morts et de nombreux blessés. Dans ces bassins miniers, les syndicalistes réformistes de FO et de la CFTC (future CFDT) ne se placèrent pas, hélas, du côté des victimes, tandis que les stalinien, bien entendu, cherchaient à exploiter les événements à leur profit.

En célébrant, avec son emphase habituelle, l'anniversaire de la mort de Radamier, Mauroy démontre que le PS ne renie pas cet héritage.

## Le personnel politique de rechange

Avec l'élection présidentielle et les législatives qui ont suivi, l'alternance, pièce importante de la démocratie bourgeoise, a parfaitement fonctionné ; le suffrage universel a rempli son office. Le mécontentement provoqué par la montée du chômage et l'ensemble de la politique Giscard-Barre aurait pu déboucher, en effet,



sur une crise sociale dangereuse pour le système.

Les hauts cris des politiciens de droite, écartés du pouvoir et de ses multiples avantages, sont bien naturels, mais ne doivent pas dissimuler l'essentiel qui est la permanence de l'Etat bourgeois avec tous ses attributs, police, armée, justice, haute administration. Les socialistes constituent le personnel politique de rechange, c'est-à-dire un groupe d'hommes et de femmes qui ont choisi d'occuper ce créneau, et, pour certains d'entre eux, plus pour des raisons de circonstance que pour des motifs idéologiques. L'histoire de trois républiques et de l'Etat de Vichy prouve qu'ils

sont capables, parfois, d'en changer allègrement. Souvenons-nous de ce qu'il advint, par exemple, des Millerand, des Briand, des Paul Faure, des syndicalistes réformistes tels que Belin et les Dumoulin.

## Pourquoi les nationalisations ?

Parce qu'elles provoquent la colère de la droite, les nationalisations peuvent apparaître comme une preuve de volonté de changement des socialistes. En réalité, dans le passé, des pouvoirs qui n'avaient rien de « socialiste » décidèrent des nationalisations telles que les postes, les chemins de fer, l'électricité et le gaz, les houillères. Il s'agissait chaque fois de secteurs d'un intérêt primordial pour l'ensemble des capitalistes et où les investissements nécessaires étaient d'une telle ampleur que seul l'Etat, grâce aux deniers des contribuables, pouvait y faire face.

Aujourd'hui, c'est incontestablement le cas pour la sidérurgie. Il n'en est apparemment pas de même pour les autres branches. En élargissant le secteur dévolu au capitalisme d'Etat, le PS qui compte des troupes nombreuses dans la techno-bureaucratie espère ainsi mieux asseoir son pouvoir et développer son influence. La loi sur la décentralisation vise le même objectif.

## Gérants loyaux

Lorsqu'elle dénonce « les socialistes au service de la bourgeoisie », l'analyse trotskyste est insuffisante dans la mesure où, par dogmatisme, elle refuse de prendre en compte l'existence du capitalisme d'Etat. En effet, si, pendant toute une période historique, les politiciens se sont contentés d'être, à l'occasion, selon l'expression de Blum, les gérants loyaux du capitalisme, avec les sinécures et les prébendes que cela comportait, la social-démocratie en-

tend également œuvrer aujourd'hui pour son propre compte, en tant que caste s'identifiant au capitalisme d'Etat. La mainmise sur une partie du pouvoir économique ne peut que renforcer son pouvoir politique.

La social-démocratie prend donc les commandes de l'Etat bourgeois pour gérer les intérêts essentiels de la bourgeoisie tout en servant ses propres ambitions. Ce qui ne va pas sans contradiction, bien entendu, avec les appétits des politiciens de droite et les conceptions d'une partie des capitalistes. Par contre, il y a convergence entre la politique globale du PS et les intérêts fondamentaux de la classe dominan-

te. C'est évident à propos de l'armée, du nucléaire militaire et civil, du blocage du pouvoir d'achat pour la grande majorité des travailleurs, des subventions accordées sous de multiples pré-



textes au patronat. La police est toujours envoyée contre les ouvriers occupant les usines alors que les « droits nouveaux » des

salarisés ne sont que poudre aux yeux. Et rien ne ressemble tant aux propos de Barre sur les sacrifices que les discours de Mauroy et de Delors.

Restent certaines réformes dont nous ne pouvons que nous réjouir. Mais il faut bien remarquer que ce sont celles qui coûtent le moins cher, tout juste le prix nécessaire pour conserver un minimum de crédibilité au système.

L'ensemble de ces contradictions ajoutées au fait que la social-démocratie n'est pas corps homogène, explique la succession d'événements déconcertants, de vagues-hésitations à laquelle nous assistons depuis le 10 mai.

Le rôle des anarchistes est de tout faire pour que les travailleurs prennent conscience de ces réalités et qu'ils jettent le réformisme politique et syndical dans la poubelle de l'histoire.

S. Basson

(groupe Makhno de St-Etienne)

## CHÔMAGE

Le chômage  
au secours de la liberté !

**Q**UEST-ce que le chômage sur un plan social si ce n'est la représentation matérielle de temps non utilisés. Dix chômeurs représentent 1 730 heures inemployées par mois. Est-ce à dire que du temps inemployé est du temps passé à ne rien faire ? Non, bien sûr, ce n'est simplement que du temps libéré de servitude, disponible.

Le chômage est la masse de temps libéré, disponible, que sécrète la société de consommation pour écouler l'excédent de la production.

On nous agite le spectre du chômage comme une catastrophe nationale, de plus il y a de chômeurs, plus il y a de temps libre (temps mort pour les patrons) et nous savons combien la liberté fait encore peur. Si l'on imagine qu'il y a à l'heure actuelle deux millions de gens libres de travail, donc disponibles de la pensée, on comprend mieux que ce soit un combat d'urgence pour le gouvernement, car où irait-il si tout le monde se libérait des servitudes et se mettait à penser... Il se ferait libérer à son tour...

Faut-il conclure hâtivement que le chômage est au service de la libération de l'homme ? Conclusion hâtive mais pas fautive, car ces 346 millions d'heures mensuelles qui échappent à la servitude, si elles étaient un peu partagées, feraient beaucoup d'heures libérées pour chaque travailleur productif ?...

A la réponse un peu simpliste du quidam qui dit de fermer les usines d'armement résulte le fait de faire des chômeurs en plus et qu'il faut bien que tout le monde vive. Il est facile d'opposer que fermer les usines d'armement n'est qu'une étape de libération des servitudes des ouvriers de l'armement, et que sous le prétexte de non-misère, on se rend complice de toute la pourriture du système.

En poursuivant ce raisonnement, on peut se surprendre à

rêver que supprimer l'armée, c'est libérer les militaires ; supprimer l'Eglise, c'est libérer les curés, etc. Mais le rêve nous ramène à la réalité que la suppression des fonctions inutiles n'amène nullement l'effondrement de la société. Il ne faut pas se laisser prendre à la société des mythes qui voudrait faire croire qu'en brûlant quarante mille francs de billets de banque une voiture neuve va s'effondrer dans le caniveau.

Ce n'est pas en augmentant les emplois de la fonction publique que l'on résoudre le problème social, car la solidarité nationale est encore un mythe pour piéger l'ouvrier et le faire payer plus si c'est encore possible.

Devant la masse de plus de quatre milliards d'heures disponibles annuellement, ajoutées à toute la productivité inutile d'armements et autres, on se retrouverait devant un trésor fabuleux que la solidarité ouvrière pourrait se partager. Alors seulement un pas en avant serait fait dans le sens de la libération de l'homme.

Nous sommes au seuil d'une nouvelle ère technologique qui peut amener sérieusement le changement des données du combat révolutionnaire. Les progrès humains sont en train de modifier les valeurs traditionnelles et l'utopie de deux heures par jour devient une sérieuse valeur économique.

Si l'on accepte d'analyser froidement le phénomène d'économie sociale, on constate que la proposition libertaire fédéraliste n'a jamais eu autant de bases concrètes pour appuyer son combat.

Démystifier le chômage-catastrophe-nationale pour revaloriser la condition humaine, c'est dans la catastrophe capitaliste que résident certains éléments de libération humaine.

Roland FORNARI

## Parti communiste et pacifisme

**L**ES travailleurs sont toujours ceux qui paient le plus lourd tribut des guerres.

(Jeannine Marest, secrétaire de la CGT)

L'installation de nouveaux missiles nucléaires Cruise, Pershing en Allemagne fédérale, l'éventualité de l'utilisation de la bombe à neutrons, ont fait surgir des sentiments neutralistes et pacifistes dans de nombreux pays européens. En Grande-Bretagne, la majorité du Parti travailliste s'est prononcée pour une renonciation unilatérale à l'armement nucléaire. En Allemagne de l'Ouest, le 10 octobre, trois cent mille personnes ont manifesté contre l'implantation d'euro-missiles (voir ML n° 415). En France, le Parti communiste s'est lancé dans une campagne pacifiste, principalement axée sur l'opposition à la bombe à neutrons. La manifestation de masse de Bonn a été chaleureusement commentée par la presse communiste. Les titres de *L'Humanité-Dimanche*, de *Révolution*, de *L'Humanité* sont très évocateurs à cet égard : « L'exemple de Bonn; Bonn hier, Paris demain », « Ces Allemands qui déclarent la paix ». Les arguments internationalistes prolétariens « Ces boches qui nous volent nos emplois » employés durant la crise de la sidérurgie en 78 semblent bien loin. A noter le trouble qu'a dû causer la photo mise à l'honneur d'un pacifiste allemand, style « baba cool » chez plus d'un lecteur de *L'Humanité-Dimanche* du 16 octobre, à Montigny ou ailleurs plus habitués à lire les mises en garde du parti contre les drogués et autres chevelus. Depuis deux mois, les pétitions et manifestes cégétistes et communistes pour la paix, se succèdent dans les entreprises. Le rassemblement, dimanche der-

nier, à la Porte de Pantin n'en est qu'un aspect. A ce sujet, la tentative d'imiter l'exemple allemand de regroupement de diverses sensibilités pacifistes, chrétiennes, humanistes, communistes a, semble-t-il, échoué au niveau des organisations. Le PC s'est retrouvé seul à appeler au rassemblement pour le désarmement, en ne comptant pas ses divers satellites : Mouvement de la Jeunesse communiste, Mouvement de la Paix. Le terme satellite n'est pas déplacé; ce n'est pas le hasard qui

masse, le courrier des lecteurs de *Révolution* ouvrira, c'est à espérer, les yeux. Ainsi, à un lecteur demandant innocemment « Pourquoi ne pas recréer un puissant mouvement pour la paix ? Des mouvements comme Amnesty international ont occupé à notre place un terrain où de nombreuses bonnes volontés se retrouvent, il faut faire face à de tels mouvements aux idéologies peu claires et mettre en avant la volonté solidaire et pacifiste de notre parti », il lui est répondu : « Ce,

taque anti-Reagan que le mani-chisme à plein nez, car la politique extérieure de Carter, ou celle de l'actuel président US, c'est vraiment blanc bonnet, bonnet blanc, non erreur ! puisque les ventes américaines à l'URSS ont augmenté de plus de 60% par rapport à 80. Quant à l'éventualité d'une « guerre limitée », c'est-à-dire la possibilité d'un conflit opposant les deux super-puissances avec comme champ de bataille l'Europe, ce n'est pas une nouveauté, sûrement pas, en tout cas, pour les experts militaires des deux blocs. Bien sûr, les communistes appellent au désarmement, mais en insistant sur les initiatives des pays socialistes (recommandation à ses militants de suivre le peloton des officiers, réticences quant à la distribution du statut d'objecteur de conscience dans les mairies qu'il contrôle) ses slogans nationalistes « Produisons français ».

mobilisés, pour les aider à se satisfaire des faibles mesures sociales du gouvernement. Ce qui permet de provoquer les socialistes, mais sans remettre en cause la solidarité gouvernementale.

Quant à l'opposition à la bombe à neutrons française (dont selon les déclarations de Pecqueur, l'administrateur général du CEA, aux députés de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale, la France est en bonne voie de maîtriser la technique), gageons qu'elle durera, pour le PC, autant de temps qu'il a combattu la force de frappe. Ainsi peut-on mieux apprécier le sens prophétique de la banderole sur la photo mal cadrée parue dans *La Vie ouvrière*, « Reagan, on a la bombe à neutrons » reproduite ci-dessous.



Notre rôle n'est pas de jouer l'arbitre, de savoir si l'équilibre entre les deux grands a été bousculé (et dans ce cas par lequel), mais de dénoncer les courses..., de les dénoncer toutes, sans exception (comme le dit Bosdeveix dans le ML n° 410 et de préciser que si le pacifisme peut être un point de départ pour dénoncer l'armée et le militarisme, il est insuffisant s'il se contente de demander la paix sans s'attaquer aux causes sociales et économiques de la guerre.

Groupe Fresnes-Antony



AFP

fait que les affiches du mouvement de la paix, appelant au rassemblement du désarmement, avoisinent celles du PC sur le même sujet; que le secrétaire national du Mouvement de la Paix, interviewé dans *L'Humanité-Dimanche*, fait de la pub pour les relais de la paix organisés par les jeunesses communistes.

A tous ceux qui pensent que le PC a changé, qu'il ne suit plus la politique définie par Lénine, notamment dans les conditions d'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale : rôle directeur du parti, nécessité de contrôle de celui-ci sur les mouvements de

mouvement n'est pas à recréer, c'est le Mouvement de la Paix, il existe.»

La volonté pacifiste du Parti communiste laisse songeur ou alors, il faut parler d'un pacifisme unilatéral. Il s'agit pour lui, d'une part, d'empêcher l'implantation de nouvelles armes nucléaires. Ainsi, celles qui existent, sont conservées, notamment les SS 20 soviétiques dont l'introduction, selon Chaysson, ministre des Relations extérieures, a rompu la nature de l'équilibre qualitatif Est-Ouest. D'autre part, s'opposer à la fabrication de la bombe à neutrons, la bombe à Reagan. Cette at-

### PACIFISME EN EUROPE

## La lutte contre la course aux armements

**A** INSI donc, l'Europe serait le champ de bataille nucléaire exclusif des deux grandes puissances impérialistes, sans qu'Américains et Soviétiques n'échangent, sur leur territoire, le moindre projectile atomique. Affolement chez les héros européens de l'opinion, agitation dans les salles de rédaction : le cow-boy Reagan a fait une déclaration qui se voulait propre à alimenter les débats politiques et les copies journalistiques... pour désamorcer l'essor du mouvement pacifiste européen ? Ce que Reagan a dit tout haut, c'est peut-être ce que l'opinion européenne ne voulait pas regarder en face, mais ce que les états-majors militaires ont toujours prévu. Qui peut croire sérieusement qu'Américains et Soviétiques, en cas de tension extrême, aient l'intention de défendre, pour l'un, le « monde libre, pour l'autre, les « patries socialistes », sans préalablement se servir du terrain européen ? Exactement comme les blocs idéologiques s'affrontent par pays du Tiers-Monde interposés, dans les guerres conventionnelles, l'Eu-

rope deviendra le jalon nécessaire en cas de conflit nucléaire, qu'il y ait ou non par la suite escalade avec les armes « stratégiques » intercontinentales.

Ce « réveil » subit en réaction aux déclarations de Reagan est significatif de la douce candeur dans laquelle baigne une bonne partie des populations européennes vis-à-vis du problème nucléaire auquel elles sont directement confrontées. La solution-miracle, d'après certaines composantes de la mouvance pacifiste, serait le « neutralisme ». Mais ce neutralisme, c'est vouloir instituer une frontière à l'intérieur de laquelle le danger nucléaire subsisterait. Le combat pour la paix est un combat global et les Européens, s'ils se réveillent, ne doivent pas se contenter de se réfugier en ce neutralisme frileux qui accepte de reporter la menace nucléaire sur d'autres peuples.

La mouvance pacifiste européenne actuelle est fragile, fragile parce que sans analyse claire et globale du rôle de l'Etat dans le danger guerrier, fragile parce qu'unie sur la seule base de la générosité humaniste con-

tre l'immoralité des conflits. Cela ne suffit pas et l'on sait à quel point l'Etat, et qui plus est l'Etat impérialiste et hégémoniste n'a que faire, lui, de la morale et de l'humanisme. Les anarchistes peuvent donner à cette mouvance les moyens de



cette analyse nécessaire pour parvenir au désarmement total. Dans ce débat, il n'est d'autre moyen que de prendre le mal à sa source. L'Etat, chef-d'orchestre des boucheries, doit être abattu.

Mais cette fragilité dans la cohésion et la cohérence de la mouvance pacifiste est déjà largement exploitée par les partis communistes européens.

Pour les différents PC, les mouvements d'opinion pacifistes ne doivent être qu'uniquement dirigés contre l'impérialisme américain..., mais non contre les intérêts du grand frère soviétique ! Les communistes, dans cette utilisation du mouvement pacifiste et sa manipulation, tirent les ficelles un peu grosses, comme à leur habitude, mais peuvent casser les reins à la création d'un véritable mouvement pacifiste de masse qui aurait une vision claire de la situation.

Ainsi, le PC français entre tout à fait dans cette stratégie de manipulation bien de son style. C'est en réveillant une vieille organisation qui a pour nom « Mouvement pour la Paix » et qu'il avait créé de toutes pièces dans les années 50, que le PC français exploite le pacifisme potentiel qui peut exister dans l'opinion française. La subtilité, si l'on peut dire, consiste à faire des vœux pieux, prôner le désarmement mutuel, proposer des conférences, mais en ne prenant en compte que des facteurs préalablement orientés idéologiquement

et qui se résument en une image fort lyrique : le santon américain contre le bienfaiteur soviétique. C'est tellement grossier que le PS n'a pas osé appeler au rassemblement national de la Porte de Pantin, dimanche dernier, au contraire des gaullistes de gauche, de la CGT...

Dans ce grand débat qui réveille les inquiétudes, et pour cause, le prix de l'idiotie peut être décerné à un journaliste du *Figaro* qui, dans un numéro du 21 octobre dernier déclare en fin d'un article qui confondait sans doute pacifisme et manipulation stalinienne : « On sait trop bien où le pacifisme qui existait avant la Seconde Guerre mondiale a conduit le pays... ».

Ah bon ? Nous pensons que les conséquences de la crise du capitalisme des années 30, avec la montée des fascismes et l'incurie des démocraties avaient conduit le monde à la guerre. Nous savons à présent, par ce brillant journaliste, que c'est à cause du pacifisme !

Bernard

(Groupe de Houilles-Sartroville)



# informations internationales



## turquie

La Turquie s'arme jusqu'aux dents — Alors que le ministre-président turc séjourne à Londres en raison du mariage princier auquel il tenait à assister en personne, une usine d'armement turque livrait à la marine turque trois navires de guerre. Ces navires peuvent accueillir onze chars, deux vedettes, un hélicoptère et six cents soldats. Chaque vedette est équipée de quatre missiles type « Pinguin ». En même temps, on remettait à la gendarmerie (police militaire spécialisée dans la sécurité intérieure) trois vedettes entièrement équipées. Peu de temps auparavant, la marine turque avait aussi fait l'acquisition de deux sous-marins.

L'amiral Tumer, commandant suprême de la marine, membre du Conseil national de Sécurité, a eu cet élan patriotique : « Nous ferons tout pour protéger notre pays et notre peuple avec des armements turcs ». Mais les bâtiments de guerre, les sous-marins, les vedettes ne servent pas à la défense, mais à l'agression. Cela a été démontré en 1974 lors de l'invasion de Chypre par la Turquie.

## costa rica

Souffle pestilentiel sur la Costa Rica — Les routes du pays sont jonchées de cadavres de rats. La peste a gagné du terrain. Impossible de l'arrêter : oppression de l'Etat, fièvre électorale...

Après vingt ans de paix relative, le visage tranquille des oppresseurs se ride des suites d'une crise économique particulièrement brutale. Toute la société est ébranlée, depuis l'économie jusqu'au moral, depuis la politique jusqu'à la littérature. L'instabilité et le fiasco régissent les activités sociales. Les circonstances ne sont plus favorables aux détenteurs du pouvoir. L'espoir des pauvres et des opprimés croît au même rythme que la peste, et c'est une bonne occasion de donner libre cours à ses sentiments. Actuellement, dans ce pays, tout est possible.

Le gouvernement actuel est responsable de la mort d'ouvriers, de la répression brutale de toutes les actions lancées par les travailleurs et les étudiants, de la poursuite des « dissidents » (qu'on nomme dans le jargon officiel des « criminels » ou des « malades mentaux »), de l'assaut violent du centre universitaire et de bien d'autres méfaits. C'est un gouvernement de pillards qui commencent à craindre pour leurs privilèges. C'est ce gouvernement autoritaire qui, chaque jour, a de plus en plus recours à la violence pour réprimer les nouvelles luttes toujours plus importantes des travailleurs. Outre cet aspect agressif, il revêt les mêmes aspects que tous les autres gouvernements : corruption, politique de soumission vis-à-vis des Etats-Unis, etc.

Les exploiters ont accusé les travailleurs d'être responsables de

la crise économique. Le prix des produits alimentaires de base grimpe tous les jours et le nombre des chômeurs augmente quotidiennement. Le gouvernement participe activement aux actes criminels des dirigeants économiques. Mais les opprimés ne souffrent plus cette situation. Les luttes du peuple et les mouvements de base se multiplient. Des grèves, des ralentissements de cadence, des barricades et d'autres formes de résistance sont lancés avec succès. Les ouvriers luttent avant tout contre la faim.

Les justifications internationales de la crise (prix du pétrole) reprises à leur compte par les dirigeants actuels et leurs alliés, ainsi que la politique de « libération nationale » (parti bourgeois d'opposition) qui évite toute aggravation de la situation et qui appelle le peuple aux urnes en 1982, ont contribué à développer une certaine inactivité chez certaines parties de la population. C'est pourquoi la lutte du peuple n'est pas unitaire malgré le caractère insupportable de la situation.

Parmi les cadavres qui jonchent les rues, on trouve ceux de staliniens et de bureaucrates syndicaux. Les premiers ont essayé de soumettre tout le mouvement syndicaliste à leur contrôle politique. Au travers de leur argument-massue (le front unitaire), ils ont tenté de jouer les chefs uniques, d'indiquer aux travailleurs les actions à mener et d'entreprendre des pourparlers avec les exploiters en vue d'établir un pacte (au nom de « l'unité nationale », pour « sauver la nation » et pour « une fin patriotique de la grève »).

Par souci de concurrence, les seconds ont fabriqué leur propre version du front unitaire. Ces bureaucrates syndicaux se sont montrés beaucoup plus habiles que les staliniens. A leurs congrès ne participent que les hauts fonctionnaires des syndicats, de temps à autre le ministre du Travail et même le président du pays.

En résumé, aucun de ces fronts unitaires n'est né de luttes réelles contre les attaques économiques et militaires des exploiters. Les deux sont bien déterminés à accepter l'aumône des gouvernants et — si on leur demande — à se dresser contre les travailleurs. Une société qui menace de s'effondrer et de tout entraîner dans sa chute, telle est la situation à la Costa Rica. Nous devons mener la lutte aujourd'hui, oublier la comédie des urnes et hisser le drapeau noir de la justice et de la liberté.

Aucun chef, aucun « führer » quelle que soit son étiquette (politique, économique, militaire, religieuse, syndicale) ne peut nous aider, nous, exploités, opprimés. A la Costa Rica, comme dans toute l'Amérique centrale, la marmite est prête à exploser. Le moyen pour lutter contre ce genre de peste est la révolution sociale. Une révolution qui supprimera à tout jamais la minorité d'exploiteurs et qui se souciera du bien-être de tous, une révolution qui ne s'arrêtera pas avant que la justice et la liberté aient gagné toute la planète.

Traduit de *Acacia*  
journal anarchiste  
de la Costa Rica

## Esperanto : à l'Est, rien de nouveau

Le texte que l'on va lire ci-dessous est paru dans le numéro d'octobre 81 de *Sennaculo*, l'organe de SAT. Pour sa compréhension, il faut préciser les points suivants :

— les esperantophones ont, depuis les débuts du mouvement esperantiste, créé des organisations sur le plan international. La plus ancienne, qui existe toujours, s'appelle UEA (Universala Esperantista Asocio) et s'est donnée comme tâche essentielle la diffusion de l'esperanto dans tous les milieux sociaux existants. Mais très vite, les esperantistes se réclamant soit du socialisme, soit de l'anarchisme, vont se sentir mal à l'aise dans une organisation inter-classiste, et en 1921 ils vont créer une autre organisation, SAT (Sennacieca Asocio Tutmonda) dont le but est « d'utiliser pratiquement la langue internationale esperanto pour les buts de classe du prolétariat international » (extrait des statuts).

— La coexistence de communistes, socialistes, anarchistes dans une même organisation va poser de nombreux problèmes, et cela va conduire à un certain nombre de schismes. Depuis 1945, après des années d'interdiction stalinienne, les esperantistes des pays de l'Est vont adhérer à UEA, organisation neutre, et non SAT, qui représente pourtant le courant le plus important du mouvement esperantiste ouvrier.

Ces précisions étant nécessaires pour comprendre tout le sens de la lettre que vient de recevoir la rédaction de *Sennaculo* et qui a été publiée sous le simple titre : *Lettre de Pologne*.

Lettre de Pologne — « Grâce à ma correspondante, je reçois des exemplaires de *Sennaculo*. Elle donne ainsi l'exemple de ce que l'on peut faire pour diffuser vos éditions dans les pays où les esperantistes éprouvent des difficultés pour recevoir des publications souhaitées. Evidemment, on peut également résoudre le problème sur la base de l'échange.

Sur *Sennaculo*, je trouve de temps en temps des invitations à informer les lecteurs sur l'action locale des groupes et des individus; c'est pourquoi je me suis décidé à vous écrire pour vous raconter mes tentatives qui ont pour but de populariser l'histoire du mouvement esperantiste ouvrier. Je suis historienne de profession et plus précisément je suis spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier en Pologne. De plus, quand j'ai commencé l'étude de l'esperanto, il y a quinze ans, je me suis également intéressée au mouvement esperantiste. Je fus très frappée par l'inexistence d'un mouvement esperantiste ouvrier dans mon pays. Ceci est resté pour moi absolument in-

compréhensible car, suivant la plus stricte logique, les thèmes du mouvement esperantiste ouvrier sont identiques aux idéaux du socialisme et devraient trouver un terrain favorable dans les pays où l'on construit le socialisme.

Malheureusement, pour différentes causes, je rencontre rarement en Pologne des esperantistes qui soient au courant du mouvement esperantiste ouvrier. On ne trouve également qu'avec difficulté les livres nécessaires. C'est pourquoi je n'ai pu réunir une intéressante bibliographie à ce sujet qu'il y a deux ans, à l'occasion d'un voyage en Suède et en Grande-Bretagne au cours duquel j'ai pu rencontrer des membres de SAT.

Prenant conscience de l'importance du sujet, je pris la décision d'utiliser suivant mes possibilités ma documentation et je préparai une importante conférence sur l'histoire du mouvement esperantiste ouvrier. Simultanément, j'essayai d'intéresser les responsables du mouvement esperantiste polonais à ce sujet. En particulier, j'ai présenté au comité directeur de l'Association esperantiste de Varsovie le programme de l'histoire du mouvement esperantiste, en y intégrant la partie importante du mouvement ouvrier, en proposant de guider le cours oral sur ce sujet. J'attends la décision concernant cette proposition.

A l'occasion de la fête du Premier Mai de cette année, j'ai fait une conférence au club de Varsovie au sujet du mouvement esperantiste ouvrier et j'ai présenté une petite exposition des éditions de SAT. J'ai eu l'opportunité d'effectuer la même conférence à Cracovie en juin pendant les « journées cul-

turelles esperantistes ». Un débat a suivi chacune des deux conférences. J'ai constaté que ces problèmes sont presque inconnus dans les milieux esperantistes. En même temps, j'ai rencontré deux anciens membres de SAT qui m'ont exprimé la joie d'entendre parler d'esperantisme ouvrier après un si long silence. J'attends maintenant des invitations d'autres clubs qui seraient prêts à donner des conférences sur ce sujet. On fera peut-être une interview pour *Radio-Pologne*.

Les événements actuels en Pologne sont favorables à de telles initiatives. Nous devons utiliser la possibilité de présenter les résultats du mouvement esperantiste, en soulignant les mérites du mouvement esperantiste ouvrier. Ce travail peut être la première petite démarche pour introduire l'esperanto dans les milieux ouvriers polonais, comme dans d'autres pays de notre système politique. Il y a tant à faire ! Malgré les nombreuses difficultés que nous affrontons maintenant dans notre pays, nous avons cependant le droit d'assurer que le prolétariat a déjà atteint un certain nombre de résultats sur le plan des moyens d'existence et d'éducation générale pendant les années de construction du socialisme.

Il reste tout à faire dans les domaines de la solidarité internationale, de l'élimination des préjugés. De nombreuses pensées et enseignements de E. Landi dans ces domaines restent actuels. Mais pour les utiliser, on doit éveiller l'intérêt et inciter à l'action. Je termine par des saluts fraternels à la rédaction de *Sennaculo*.

Sophia Banet - Forhalova,  
Raszyn

## GRÈCE

### UN « MITTERRAND » EN GRÈCE

LE PASOK (mouvement socialiste panhellénique) vient de gagner les élections législatives en Grèce, alors que simultanément les sociaux-démocrates viennent de perdre le pouvoir qu'ils détenaient depuis 1928 en Norvège. Ce résultat électoral se traduira, espérons-le, par la libération de nombreux prisonniers dont nos camarades anarchistes, et puisqu'on en est aux vœux, souhaitons également que les méthodes sauvages de la police grecque soient abolies (voir ML antérieurs).

Une question d'importance reste en suspens : le PASOK a promis que la Grèce sortirait de l'OTAN et de la CEE ! Quand on sait de quel poids pèse l'impérialisme américain dans cette région du globe, on peut prévoir deux scénarios :

— Andréas Papanéou renie ses promesses et poursuit la politique de l'ancien gouvernement de droite (droite dont il est d'ailleurs originaire...);

— le PASOK se lance dans l'aventure du « cavalier seul »... et il va bien se trouver un colonel désœuvré pour rétablir « l'ordre et la loi », sans compter que les monarchistes n'ont pas renoncé à restaurer l'ancien régime, et que les Américains supporteront mal la perte de cette position stratégique d'autant plus que l'URSS risque d'augmenter son influence dans cette partie du monde.

Il faut aussi préciser que, comme c'est de tradition dans ce pays, les élections se sont déroulées sous le contrôle physique de l'armée. Après une probable période d'état de grâce à la mode grecque, les réalités d'un pays dont on connaît les difficultés économiques vont se réparer au grand jour.

Les chemins de la liberté ne passent pas, en Grèce comme ailleurs, par l'exercice de la démocratie formelle. Nos camarades qui se battaient contre un pouvoir de droite (si ce n'est dictatorial) vont s'affronter à un pouvoir de gauche. L'organisation de la lutte contre le pouvoir tout court est à l'ordre du jour et l'influence de nos compagnons grecs dans le mouvement social devra donner toute sa mesure.

Y.P.

NOTE DE LECTURE

Les veines ouvertes de l'Amérique latine

par E. Galéano

Ed. Plon

D'ÉCIDÉMENT, la collection *Terre humaine* n'en finit plus d'ajouter des bijoux à une liste de titres qui pourtant scintille déjà comme un diadème. Après *Les Derniers Rois de Thulé*, *Tristes Tropiques*, *Soleil Hopi*, *Mœurs et Sexualité en Océanie*, *Terres vivantes*, *Ishi*, *Chronique des indiens Guayaki*, *Gaston Lucas serrurier*, *De mémoire indienne*, *Le Grand Métier*, *le Désert des Déserts*, *Toinou* — *Le Cri d'un Enfant auvergnat*, et combien d'autres encore, voici de nouveau, avec *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*, un ouvrage qui fera date.

Au premier abord, le livre d'Eduardo Galéano est un peu déconcertant. Tous les genres s'y côtoient. La vigueur du style lui donne le tonus d'un pamphlet. La dimension du regard le place au niveau de l'essai historique. La rigueur de l'analyse le fait ressembler à un traité d'économie politique. La rage qui lui fait hurler la souffrance des masses sud-américaines en fait un morceau de bravoure de la littérature la plus belle qui soit, celle qui s'exprime avec ses tripes et son cœur.

Un cocktail étrange, donc, que *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine* ! Un cocktail bien dosé cependant, car la haine se nourrit au sérieux de l'analyse économique et l'émotion qui perle de chaque phrase prend, en s'enracinant dans le temps, le parfum fort de l'authentique. Un cocktail enivrant finalement, qui l'air de rien nous saoule de faits jusqu'à nous faire monter la révolte à la tête.

L'Amérique latine, en effet, a de tous temps été un fantastique réservoir de ressources humaines, minières et agricoles dans lequel le capitalisme européen d'abord et nord-américain ensuite n'a cessé de puiser pour nourrir son propre développement. Les Espagnols et les Portugais se sont les premiers jetés sur l'or et l'argent comme des vautours, massacrant et faisant mourir à la tâche les populations indiennes. Ensuite, le capitalisme manufacturier européen a fait son apparition et la traite de la vache à lait sud-américaine s'est faite avec plus de méthode. Le pillage

de matières premières, minières et agricoles s'est poursuivi au rythme de la destruction de l'artisanat local, de la pénétration des produits manufacturés européens sur un marché dominé par le « libre-échange », et de la mise sous tutelle des bourgeois du cru. Avec l'arrivée du capitalisme nord-américain, la saignée est carrément passée au stade scientifique. Eduardo Galéano nous décrit comme jamais encore cette véritable mise en coupe réglée de l'Amérique latine. L'échiquier où l'on déplace les monocultures comme des pions, l'empire des grandes sociétés nord-américaines, le jeu subtil des organismes financiers internationaux, les ballets macabres de gouvernements fantômes... tout y passe. Rien n'est oublié. La misère, l'oppression sans borne, l'humiliation et l'exploitation éhontées de peuples en haillons, l'insolence de minorités parasitaires, la morgue des impérialismes occidentaux, la révolte de temps à autres, la répression de plus en plus systématique, l'horreur, toujours ! Au bout du compte, on se demande comment l'Amérique latine a pu survivre à de telles saignées. Cent fois vidée de son sang, elle demeure debout, blême mais avec au fond des yeux une étincelle dont on pressent qu'un jour viendra où elle embrassera son regard.

Un très beau livre donc, que *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*. Un livre à lire et à relire à l'heure où les maillons les plus faibles de la chaîne de l'exploitation et de l'oppression commencent à voler en éclats. Deux fausses notes cependant, dans cette symphonie d'images, de colère rentrée et d'espoirs : le mythe d'une certaine industrialisation comme remède au sous-développement et la bienveillance aveugle à l'égard de cet autre aspect de l'impérialisme qu'est le socialisme concentrationnaire cubain. Dommage ! Certes, cela n'enlève rien à l'essentiel qui est une fresque remarquable de l'Amérique latine, mais on ne peut s'empêcher de penser qu'avec de tels boulets aux pieds de l'espoir, cette même Amérique latine n'a pas fini de saigner. A moins que l...

Jean-Marc RAYNAUD

*Le Roi se meurt*, de Ionesco, joué par la troupe de l'Atlante au Théâtre de Ménilmontant, 15 rue du Reliait, Paris 20<sup>e</sup>, tous les mercredis, jeudis, vendredis et samedis. Dans la matinée, le dimanche à 17 heures. Prix des places : 35 F prix normal; 25 F avec réduction; 20 F pour les gens ayant la carte de Radio-Libertaire.

SÉLECTION



RADIO

— *France-Culture* : le 29 oct. à 20 h : *Don Juan* de Tirso de Molina. Début d'un cycle de neuf pièces consacré au siècle d'or espagnol.

Le 31 oct. à 20 h : *Le damné par manque de foi*, de Tirso de Molina.

Le 1<sup>er</sup> nov. à 14 h 05 : *L'île de la raison*, de Marivaux. Les préoccupations sociales, inattendues, du père du *Barbier de Séville*.

Le 1<sup>er</sup> nov. à 20 h 30 : *Pier Paolo Pasolini*. Un éloge du cinéaste rebelle.

Du 2 au 13 nov. à 8 h : *Le moi, l'autre et les autres*. Une série consacrée à l'ethnopsychanalyse. Encore une émission intéressante programmée à une heure invraisemblable.



TÉLÉVISION

— *TF1* : le 31 oct. à 21 h 30 : suite de *Jacquou le Croquant*.

Le 1<sup>er</sup> nov. à 20 h 30 : *Le crabe-tambour*, de Pierre Schoendoerffer. Un film ambigu.

Le 2 nov. à 20 h 30 : *Les visiteurs du soir*. Un des dix plus grands films du cinéma français, et quelle distribution !

— *A2* : le 30 oct. à 23 h : cycle Orson Welles : *M. Arkadin*. A partir de faits authentiques (dont la vie de Basile Zaharoff), les milieux de la haute finance.

Le 1<sup>er</sup> nov. à 20 h 35 : *L'armée des ombres*. J.-P. Melville, ancien résistant, raconte. Un chef-d'œuvre.

Le 3 nov. à 20 h 40 : *de Gaulle, un homme*. Pour ceux qui n'aiment pas, ils peuvent écouter Radio-Libertaire...

Le 4 nov. à 18 h : *Le désert en ballon*. Un spectacle exceptionnel.

— *FR3* : le 29 oct. à 20 h 30 : suite du *Chagrin et la pitié*.

Le 1<sup>er</sup> nov. à 16 h 05 : *La sagesse de la terre*. Emission originale sur les mentalités et les comportements en Bretagne. A 17 h : Récital Andrés Segovia.

A 17 h 50 : *La reine morte*, de Henry de Montherlant. A 22 h 30 : *Cas de conscience*, dans le cycle Richard Brooks.

Le 2 nov. à 20 h 30 : *Le diabolique docteur Mabuse*, un classique de Fritz Lang.

Le 4 nov. à 20 h 30 : *Une mère russe*, un film en 16mm de Michel Mitrani, d'après le roman d'A. Bosquet avec Alice Sapritch et Jean Sorel.



Radio-Libertaire — Une voix sans maître

Demandez le programme !

L'ENTEMENT, peut-être, mais sûrement, la programmation de Radio-Libertaire se met en place. Les ennuis de santé, assez sérieux, de deux des animateurs de l'équipe sont bien sûr à l'origine de cette relative lenteur. Nous l'avons maintes fois répété sur l'antenne, mais il semble important de toujours le rappeler, Radio-Libertaire, comme *Le Monde libertaire hebdomadaire*, fruit d'un travail militant, repose bien entendu sur le bénévolat. Cela explique, on le comprend aisément, les difficultés qu'il y a de former des équipes ayant pour tâche, après une journée de travail, d'animer des émissions quotidiennes, tout comme cela explique la durée limitée de ces émissions. Pourtant, Radio-Libertaire continue de prendre forme et, si sa programmation définitive ne peut être encore fournie, certaines informations peuvent néanmoins compléter ce qui a déjà été dit ou écrit au cours des semaines précédentes.

Ainsi, nous continuerons avec ce qui a fait, à notre connaissance, l'originalité de Radio-Libertaire par rapport aux autres radios libres ou prétendues telles, c'est-à-dire l'invité quotidien. Nous ne dresserons pas ici la liste détaillée de tous les amis que nous avons accueillis depuis le 1<sup>er</sup> septembre dans notre studio. Rappelons simplement que nous avons tenté, avec ces invités, de donner dans les domaines les plus divers tels que la chanson avec, entre autres, Jacques Debronckart, Jean-Roger Caussimon, Gilbert Lafaille, etc.; le café-théâtre avec Théophile, Jean-Paul Sèvres et d'autres; le livre avec Gérard Comte (*Histoire de la Commune dans le XVIII<sup>e</sup>*) ou Michel Ragon, auteur de nombreux ouvrages sur l'architecture ou l'urbanisme ou encore Serge Livrozet, bien connu de nos lecteurs. Les mouvements libertaires étrangers ont pu être évoqués en même temps que l'histoire et la situation politique du Portugal, de l'Espagne, de la Roumanie, de l'Afghanistan, grâce à la venue de camarades originaires de ces pays. L'enseignement, la libre-pensée, l'esperanto, l'affiche politique, le pacifisme, l'histoire du mouvement néo-malthusien, l'anarcho-syndicalisme ont complété le programme retransmis jusqu'ici.

L'occasion nous sera fournie de poursuivre dans chacun de ces domaines puisque nous pouvons d'ores et déjà annoncer la venue de Denis Langlois, auteur de plusieurs ouvrages (*Le Guide du militant*, *Le Guide du citoyen face à la police*, *Les Dossiers noirs de la justice française*, etc.); de Françoise Travelet (*Dis donc, Ferré*), de Marc Prévôtet avec qui nous débattons du nucléaire et d'écologie; de Maud et Mary, autour de la prostitution; de Mystag, au sujet d'illusionnisme et de parapsychologie; d'un camarade italien qui évoquera à son tour le mouvement libertaire et son histoire dans ce pays. Ajoutons que nous parlerons prochainement, les dates définitives n'étant pas encore fixées, de l'Allemagne, de cinéma, avec Jean Rollin, réalisateur, du surréalisme, et que Renaud, chanteur connu, nous a promis sa visite. De plus, des émissions à caractère historique, au cours desquelles seront évoqués des événements de l'histoire, ainsi que des personnages importants des mouvements anarchiste et ouvrier, sont prévues. La courte durée de nos émissions quotidiennes ne nous permettant pas toujours de traiter des questions d'actualité comme il se doit, nous ferons appel à des militants de la Fédération anarchiste, régulièrement, pour exposer notre point de vue sur les questions qui nous semblent mériter qu'on s'y arrête plus longuement.

Enfin, aux rubriques quotidiennes — le quart d'heure de musique classique, « la crapule du jour », la revue de presse et commentaires — viendront s'ajouter des chroniques hebdomadaires. Il s'agira de l'esperanto (tous les vendredis de 20 h à 21 h), des nouvelles concernant les pays de l'Est (chaque jeudi, de 20 h à 21 h) et d'une rubrique cinéma (les mercredis de 19 h à 19 h 45). « Le livre de la semaine », ainsi qu'une chronique syndicale verront sans doute le jour les lundis et mardis, mais cela reste à confirmer.

Les samedis, nos émissions seront essentiellement musicales (pas d'invités de jour-là). Toutefois, certaines rubriques s'intercaleront dans le programme, notamment la lecture — courte — de textes formant ce qu'on peut appeler « les classiques du mouvement ouvrier », et la revue de presse des hebdomadaires.

Pour l'équipe de Radio-Libertaire  
Floralé

\* Radio-Libertaire, émettant sur Paris et proche région, sur 89,5 MHz, du lundi au samedi de 18 à 22 h.



## NATIONALISATIONS

LES HABITS NEUFS  
DU CAPITAL

DEPUIS toujours, ou presque, les nationalisations se sont trouvées au centre des propositions gestionnaires des petits et des gros bataillons de la gauche de ce pays. En 1918, dans son « Programme minimum », et en 1919 lors de son congrès à Lyon, la CGT préconisait déjà une gestion des industries-clefs par la collaboration des représentants des producteurs, techniciens et ouvriers, des représentants des consommateurs et usagers et des représentants de l'Etat appelés à arbitrer, au nom de l'intérêt général, les deux premières catégories d'intérêts. Ce projet de la CGT s'intitulait « projet de la nationalisation industrialisée ». En 1936, ensuite, le gouvernement du Front populaire passait pour la première fois de la théorie à la pratique. Dans le contexte général d'une intervention de l'Etat dans la vie économique : étaient pris les premiers décrets de nationalisation. Le 11 août 1936, les usines d'armement ouvraient le bal. Le 16 janvier 1937, la construction aéronautique suivait, et le 31 août 1937, c'était le tour des chemins de fer. A la Libération enfin, le mouvement s'accélérait brutalement.

Dans la droite lignée du programme du Conseil national de la Résistance qui prônait « l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie et le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurance et des grandes banques », et du préambule de la Constitution de 1946 qui précisait que « tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité », une véritable vague de nationalisations s'abattait sur l'économie française. Les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, les usines Renault, la SNECMA, Air-France, la Banque de France et les principales banques de dépôts, l'électricité et le gaz, 34 compagnies d'assurance... en faisaient les frais. Un véritable symbole, donc, que les « nationalisations ». Un symbole autour duquel se bâtit le Programme commun de la gauche et se définit l'union de cette même gauche et qui se retrouve tout naturellement au centre de la politique du gouvernement issu des dernières élections.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que l'ancienne et la nouvelle majorité se disputent comme des chiffonniers à l'occasion du « grand débat » sur les nationalisations qui se déroulent actuellement au Parlement. A première vue, en effet, entre les représentants de la droite, partisans d'une économie néolibérale reposant sur le libre échange et le laissez faire, et ceux, de la nouvelle majorité social-communiste, qui souhaitent étendre le secteur public pour — comme

le disait Michel Charzat, député PS et rapporteur du projet de loi — « substituer une logique du global et du long terme à une logique parcellaire et à court terme », le débat sur les nationalisations semble recouvrir un enjeu de taille. En toute logique, le peuple devrait donc suivre avec intérêt et passion ce « combat de titans » entre les affreux capitalistes, exploités de masses prolétaires, et les gentils social-communistes censés mettre un terme à cet état de fait au moyen, notamment, de la nationalisation



AFP

des grands groupes industriels et bancaires. Au lieu de cela, c'est bizarrement avec une certaine méfiance pour certains syndicats et une indifférence certaine pour ce qui concerne la population qu'est accueilli ce « match du siècle » entre les poids lourds de la réaction et du réformisme. Bizarrement, bizarrement, comme dirait l'autre, comme c'est étrange !

En fait, tout se passe comme si certains syndicats, dont principalement la CFDT, et l'homme de la rue savaient au fond d'eux-mêmes que le changement social auquel ils aspirent n'avait pas l'ombre d'une chance, ou si peu, de passer par ces fameuses nationalisations. Certes, les nationalisations, en tant que telles, et les effets de manche d'un Mauroy clamant à qui veut l'entendre que « la politique de nationalisation répond à un principe : restituer à la nation des biens qui, par leur rôle et leur importance, doivent servir l'intérêt général. Elle a une finalité : donner à la France ce surcroît de dynamisme industriel qui, jusqu'à présent, lui a fait défaut; elle correspond à un projet : permettre que puisse se développer une véritable expérimentation sociale », ne suscitent pas l'hostilité; simplement le sentiment que le problème se trouve ailleurs est indéniable chez tous ceux qui sont confrontés dans les faits à la déqualification, au chômage et d'une manière générale à l'humiliation sans borne de l'esclavage salarial. On les comprend !

Comment, en effet, n'être pas sceptique devant la bienveillance infinie dont fait preuve le gouvernement à l'encontre des nationalisations. Non seulement seuls six des neuf groupes industriels primitivement destinés à être nationalisés vont l'être effective-

ment, mais de plus, la manière même dont vont se dérouler ces nationalisations a de quoi faire hurler dans les chaumières. C'est ainsi notamment que les secteurs les plus « juteux » de certains de ces groupes industriels vont échapper en tout ou partie à la nationalisation. C'est ainsi également que le prix payé par l'Etat pour le rachat de ces groupes industriels fait la part un peu belle au sacro-saint droit de propriété et s'apparente de toute évidence au cadeau. De plus, et c'est sans contester l'argument qui revient le plus souvent dans la bouche de ceux qui ne vibrent pas à l'unisson des fougueuses déclarations d'intention des socialistes : si l'Etat doit se substituer au capitalisme privé à la direction des entreprises nationalisées sans que cela ne change quoi que ce soit, ou si peu, aux conditions de travail et donc d'exploitation des prolétaires, et c'est ce que l'expérience enseigne à propos des nationalisations, il est rigoureusement inutile de s'enflammer pour ce qui n'est en fait qu'une illusion de changement. Il est fini le temps où les analphabètes de la révolte croyaient naïvement dans les vertus de l'étatisation de l'économie et de la société. Chacun sait désormais qu'en France, et a fortiori dans les pays de l'Est, l'Etat est un patron aussi féroce, si ce n'est davantage, que le capitalisme privé. En France ou en Pologne, l'Etat-patron perpétue l'exploitation de ses propres salariés et, ici comme là-bas, seule la lutte sur le terrain fait évoluer les choses. Alors, finalement, le symbole qu'ont longtemps représenté les nationalisations : une baudruche en train de se dégonfler sous la « pression » d'une prise de conscience de l'inanité du pseudo-changement résultant de l'appropriation par l'Etat de certains secteurs de l'économie ? Ce n'est pas certain ; et quant à voir, dans ce désintérêt pour les nationalisations, l'amorce d'une volonté de lutte, rien n'est moins sûr !

Certes, de plus en plus nombreux sont ceux qui refusent le faux débat entre propriété étatique ou propriété privée des moyens de production et qui ne croient au changement que quand ils en voient la couleur sur leur lieu de travail et dans leur vie quotidienne. Cela étant, rares sont également ceux qui perçoivent clairement ce qui se cache derrière les nationalisations en cours, à savoir l'émergence d'une technobureaucratie qui souhaite tout à la fois étatiser une grande partie de l'économie et conjurer cette étatisation au rythme lancinant d'une gestion tout en souplesse, en « efficacité », en souplesse d'échine et donc en refus de la lourdeur bureaucratique des monstres froids qui règnent en maîtres absolus au-delà du rideau de fer. La croyance en l'Etat-providence, en sa capacité, une fois extirpées les tumeurs bureaucratiques qui lui ont toujours rongé le visage, à changer les choses demeure vivace. Il suffit, pour s'en persuader, de tendre ne serait-ce qu'une oreille discrète à l'écoute de ceux — et

ils sont légion — qui espèrent naïvement voir rimer autogestion avec nationalisation. C'est à pleurer !

Qu'on ne s'y trompe cependant pas, ce qui sous-tend l'actuel projet de nationalisations à savoir une soi-disant synthèse entre le capitalisme privé et le capitalisme d'Etat représente le dernier avatar d'un capital à l'étroit dans ses vieux costumes bourgeois et bureaucratiques. L'émergence à l'Ouest comme à l'Est de la technobureaucratie n'est rien d'autre que l'ultime effort du vieux monde pour se refaire une jeunesse. A nous donc de redoubler d'efforts pour faire éclater l'impoture.

De ce point de vue, les propos que tenait Maurice Joyeux il y a une dizaine d'années dans sa brochure *Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière* (1) sont toujours d'actualité : « La gestion directe n'a d'intérêt pour les travailleurs que dans la mesure où elle supprime les classes à l'intérieur de l'entreprise. L'égalité des salaires et la limitation de l'autorité à la tâche particulière que chacun a à accomplir sont les seuls obstacles à la reconstitution sous une forme diversifiée du système de classes dans l'entreprise, cellule de base de l'exploitation économique de classe... La gestion directe des entreprises ne précède pas, mais suit le renversement révolutionnaire de la société de classes. La crédibilité de la proposition gestionnaire passe par la proposition pratique d'organisation de l'entreprise dans son fonctionnement intérieur et dans ses rapports avec l'extérieur. L'autogestion, ou la gestion directe, suppose que la propriété de l'entreprise n'est pas reversée à l'Etat ou à un groupe, mais qu'elle est temporairement en la possession de ceux qui y travaillent et qu'elle passe automatiquement dans les mains de ceux qui les remplacent.



Tous ceux qui nous parlent d'autogestion en repoussant ces conditions qui sont la garantie des salariés de travailler vraiment pour eux sont des gribouilles ou des farceurs ».

Jean-Marc RAYNAUD

(1) En vente à Publico, dans la collection « Volonté anarchiste ». Prix : 10 F.

## ÉDITORIAL

suite de la page 1

Nous l'avons dit et redit dans ces colonnes : ce qui fait courir le personnel politique de l'Etat ou ceux qui aspirent à le remplacer, c'est la recherche de domination, la recherche du pouvoir et rien d'autre ! Les idées, l'idéologie dont ils se parent ne sont que des justifications, des paravents.

Le fait que des regroupements s'opèrent par affinité (gauche/droite; centre-gauche/centre-droite; extrême-gauche/extrême-droite) est plus l'expression d'une convergence d'intérêts (« égoïstes ») déterminés par la réalité dite objective que le choix d'idées. Lequel libre choix n'est qu'un mythe traditionnel de la sphère judéo-chrétienne.

La classe sociale qui s'était reconnue dans le Parti socialiste était, en gros, celle des producteurs et diffuseurs de discours, soit, plus généralement, ceux qui en vivent. Comme l'accession aux commandes de l'Etat n'est pas suffisante pour donner le maximum de pouvoir social à cette catégorie de la population, il est sûr et certain que des changements profonds vont avoir lieu à plus ou moins long terme. Par exemple, les nationalisations visent à mettre une partie du pouvoir économique entre les mains des techniciens, opérant ainsi un glissement depuis les possesseurs individuels de capitaux vers des possesseurs au nom de la compétence. Pour l'instant, nous n'en sommes pas encore là. Si le nouveau gouvernement veut transformer sa prise de pouvoir politique en prise de pouvoir social, il se trouve, dans l'immédiat, obligé de mener une politique qu'il y a un an seulement il aurait qualifiée de réactionnaire.

Le plus bel exemple de ces contradictions politiques se trouve dans le domaine de ce que l'on nomme : « la sécurité publique ». Ayant tempêté tant et plus, au nom des idées que la situation d'opposant donne le droit de professer, contre la loi « Sécurité-Liberté », il était logique que les socialistes s'en prennent à elle dès qu'ils seraient en mesure de le faire. Aujourd'hui, donc, on parle d'abroger cette loi. Mais dans le même temps, là où il avait été prévu antérieurement de recruter mille gendarmes, nos humanistes annoncent que ce chiffre va être porté à huit mille ! Oui, mais attention, bien, on va améliorer la formation de ces braves pandores : un bâton ne se manie pas n'importe comment. L'ilôtage ? Dans les campagnes, il y a longtemps que cela est au point, mais comme c'est pour votre bien, cela va être systématisé dans les villes. Et d'ailleurs, pour vous faire passer à tabac, vous n'aurez même plus besoin de vous déplacer jusqu'au commissariat de quartier : il y aura bientôt un poste de police dans chaque immeuble !

Quand on parle de supprimer la loi « Sécurité-Liberté », il s'agit sûrement d'en supprimer la lettre, pas l'esprit. Mais comment faire quand on l'a si bien dénoncée ?

Puisque nous parlons de chômeurs, souvenez-vous des paroles d'une chanson d'un ancien candidat du PS dans la région de Nantes : *Ils (les chômeurs) s'en iront à la ville, tra-la-la-lalère, taper sur les ouvriers, taper sur leurs frères...*

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.